



La croissance mondiale à la merci des taxes Trump

Après trois mois de négociations, les Etats-Unis s'apprêtent à dévoiler des accords commerciaux avec les pays partenaires

Les partenaires commerciaux des Etats-Unis vont enfin être fixés sur leur sort. Après trois mois de négociations mouvementées, Washington s'apprête à dévoiler, d'ici au 9 juillet, des accords commerciaux avec les principales économies de la planète. Le président américain, Donald Trump, a affirmé, mardi 1^{er} juillet, qu'il n'envisageait pas de prolonger les discussions. Les négociations se concentrent sur « 15 à 18 » accords avec des partenaires de premier plan, selon le secrétaire au Trésor américain, Scott Bessent.

Depuis début avril, seuls deux accords ont été signés : avec le Royaume-Uni et le Vietnam. Un pacte a aussi été trouvé avec la Chine pour réduire les droits de douane exorbitants qu'ils s'imposaient mutuellement. Des taxes de « 30 % ou 35 % » pourraient être imposées sur les importations en provenance du Japon, contre un taux de 24 % annoncé en avril, après que Donald Trump a reproché, fin juin, à Tokyo de refuser de s'engager à acheter du riz américain. Le commissaire européen au commerce, Maros Sefcovic, est attendu à Washington, cette semaine, pour tenter de décrocher un accord où les barrières douanières américaines dans les secteurs-clés de l'automobile ou de la sidérurgie seraient allégées.

Passé le choc initial des annonces tarifaires du président américain, ce sont ses nombreux revirements en matière de politique commerciale qui ont ensuite inquiété les investisseurs. Ce climat d'incertitude pousse les entreprises à différer leurs investissements, au risque de ralentir l'activité. Signe de cette perte de confiance, le dollar a enregistré, au premier semestre, sa pire performance depuis cinquante ans. L'indice dollar, qui compare la devise américaine à un panier d'autres grandes monnaies, a perdu 10,8 % sur les six premiers mois de l'année.

Les investisseurs se détournent des Etats-Unis au profit du Japon et de l'Europe ou préfèrent acheter de l'or. Ceux qui restent demandent un meilleur rendement. Les taux

des bons du Trésor américains à trente ans ont atteint 5 %, leur plus haut niveau depuis 2007, tandis que les investisseurs étrangers en ont vendu pour un total de 14,2 milliards de dollars sur le seul mois d'avril.

Reconfiguration du commerce global C'est une bonne nouvelle qui en cache une mauvaise. Au second trimestre, alors que Donald Trump lançait sa guerre douanière contre le reste de la planète, le commerce mondial a été particulièrement dynamique. C'est ce qu'indique le baromètre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) des marchandises publié le 26 juin, qui donne « *en temps réel* » les tendances du commerce dans le monde. Il affichait un indice de 103,5 au second trimestre, bien supérieur à la moyenne.

Mais, pour l'institution de Genève, cette bonne santé risque d'être de courte durée, « *les importateurs ayant avancé leurs achats en prévision d'une augmentation des droits de douane* ». L'OMC ajoute : « *L'indice des nouvelles commandes à l'exportation est tombé à 97,9, ce qui laisse présager un ralentissement de la croissance du commerce plus tard dans l'année.* » Pour 2025, l'OMC table sur une évolution des échanges de biens dans le monde comprise entre -0,2 % et +2,7 %, en fonction des droits de douane mis en place. Des chiffres qui sont à prendre avec précaution, car une augmentation des échanges peut être la conséquence du contournement des barrières douanières via des pays tiers.

C'est aux Etats-Unis, où les droits de douane moyens sont passés de 2,2 % en janvier à plus de 10 % que les variations sont les plus brutales. Le pays a connu, en avril, la chute des importations de biens de consommation la plus importante de son histoire, de 32 % à 69,6 milliards de dollars (58,9 milliards d'euros), ce qui a entraîné une réduction de 55,5 % du déficit de sa balance com-





merciale américaine, à 61,6 milliards de dollars pour ce seul mois.

Pour avoir une idée de la tendance dans les mois à venir, il faut regarder le prix du fret de conteneurs. Au départ de la Chine, celui-ci a baissé de 2 000 dollars vers les Etats-Unis, alors qu'il a augmenté vers l'Europe (de 400 dollars vers Rotterdam), l'Afrique de l'Ouest (de 600 dollars vers Lagos) ou l'Amérique du Sud (de 2 700 dollars vers Santos, au Brésil) au cours des quatre dernières semaines. « *La Chine réoriente déjà une partie de ses exportations destinées aux Etats-Unis vers le reste du monde* », constate Philip Damas, l'un des dirigeants de Drewry, société de conseil spécialisée dans le commerce maritime.

Retour du spectre de l'inflation La politique douanière de Donald Trump relance-t-elle l'inflation? La question est politiquement sensible, car, en cas de hausse des prix, les banques centrales pourraient durcir leur politique monétaire et relever leurs taux directeurs, ce qui pourrait peser sur la croissance et mettre en difficulté le président américain.

Ce dernier n'a cessé d'accuser son prédécesseur, Joe Biden, d'avoir sacrifié le pouvoir d'achat des Américains en laissant l'inflation s'envoler. Près de trois mois après le lancement de l'offensive douanière, la trajectoire de l'inflation demeure incertaine.

La hausse des prix aux Etats-Unis a atteint 2,3 % en mai, après une augmentation de 2,2 % le mois précédent, à un niveau relativement stable et qui n'est pas si éloigné de l'objectif de 2 % de la Fed, la banque centrale américaine. Donald Trump s'est aussitôt félicité d'avoir fait un « *super boulot sur l'inflation* » même si, derrière ces bons chiffres, se cache une consommation en berne. Sur le même mois, les dépenses de consommation ont reculé de 0,1 % et les revenus des ménages de 0,4 %. De nombreux économistes estiment qu'il est encore trop tôt pour évaluer l'impact de la politique douanière de Donald Trump. La banque centrale américaine s'est d'ailleurs bien gardée d'abaisser ses taux d'intérêt depuis le début de l'année.

Le gouverneur de la Fed, Jerome Powell, a déclaré, mi-juin, au Congrès qu'il s'attendait à ce que des hausses de prix « *significatives* » se manifestent dans les données de juin, juillet et août, à mesure que les droits de douane se répercutent dans l'économie, tout en précisant que les responsables de la Fed étaient « *tout à fait ouverts à l'idée* » que l'impact soit minime. Une prudence qui agace Donald Trump, lequel veut « *mettre quelque chose [à la Fed] qui veut baisser les taux* ». Il a qualifié Jerome Powell d'« *âne têtu* » et de « *personne stupide* ».

Une baisse des taux pourrait affaiblir encore un peu plus le dollar qui a signé, au premier semestre, son pire début d'année depuis plus d'un demi-siècle. Le *dollar index*, qui compare la devise américaine à un panier d'autres grandes monnaies, a déjà perdu 10,8 % sur les six premiers mois de l'année. L'économie américaine n'inspire plus la

même confiance, du fait de la politique erratique de Donald Trump et de l'augmentation de la dette, et les investisseurs sortent leurs capitaux du pays, ce qui affaiblit le billet vert.

Ailleurs dans le monde, l'inflation a très légèrement progressé, en juin, dans la zone euro, à 2 %, et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) table sur un reflux de 6,2 % à 3,2 % entre 2024 et 2025 dans les économies du G20. Mais celle-ci est devenue de plus en plus imprévisible, en raison de l'instabilité géopolitique, comme l'illustre la guerre entre Israël et l'Iran, qui a fait remonter les prix du pétrole et va dépendre de l'issue des négociations douanières entre les Etats-Unis et le reste du monde. « *Le monde qui nous attend est plus incertain, et cette incertitude rendra probablement l'inflation plus volatile* », a déclaré, le 30 juin, la présidente de la Banque centrale européenne, Christine Lagarde.

Des pays émergents en situation critique

Ce sont les nations qui ont le plus profité de la hausse du commerce mondial de ces dernières décennies. Le PIB des pays en développement a quadruplé en vingt-cinq ans, en faisant sortir de l'extrême pauvreté 1 million d'habitants. Cette trajectoire est désormais mise en danger par l'offensive douanière de Donald Trump. Ces pays sont « *en première ligne d'un conflit commercial mondial* », selon la Banque mondiale.

Les deux tiers du monde émergent et en développement devraient subir les conséquences de la politique tarifaire du président américain. La croissance de cette partie de la planète devrait ralentir à 3,8 %, contre 4,2 % en 2024. Signe d'une panne de la mondialisation qui pourrait avoir des répercussions sur les échanges des pays émergents dans les années à venir, les investissements directs étrangers ont chuté à la moitié de leur niveau en 2008 et devraient rester « *moroses* ».

Les pays asiatiques sont parmi les plus exposés aux barrières douanières de Donald Trump. « *La politique de Trump produit de l'incertitude qui entraîne une baisse des investissements dans la région et une plus grande volatilité sur les marchés financiers et les taux de change*, explique Masato Kanda, président de la Banque asiatique de développement. *Les économies asiatiques sont beaucoup plus robustes que dans les années 1990, mais elles doivent poursuivre leur intégration régionale, renforcer leurs marchés de capitaux et diversifier leur commerce extérieur.* »

Dans ses prévisions publiées début juin, l'OCDE avertit que « *la volatilité des marchés financiers augmente les risques pour les pays émergents* ». L'institution, sise à Paris, constate que, depuis avril, le réal brésilien, le peso mexicain et le dollar taïwanais se sont appréciés, les investisseurs ayant réduit leur exposition aux actifs américains. « *Pour certaines économies de marché émergentes, des afflux de capitaux importants et soudains peuvent entraîner une forte appréciation [des devises] et s'avérer difficiles à gérer* », conclut l'OCDE.





La guerre tarifaire de Donald Trump représente un « plus grand défi à gérer que la pandémie de Covid-19 », selon Gita Gopinath, la directrice générale adjointe du Fonds monétaire international (FMI).

Nouveaux conflits commerciaux « *Ceil pour œil, taxe pour taxe.* » Pour justifier la mise en place de droits de douane réciproques, le 8 avril, Donald Trump a expliqué que les Etats-Unis devaient augmenter les siens, parmi les plus bas au monde, au même niveau que ceux des autres pays. La règle est simple à comprendre, l'argument facile à faire passer. Sauf que les droits de douane en question ne couvrent qu'une partie du commerce : celui des marchandises, dont les Etats-Unis sont fortement importateurs, ce qui explique qu'ils enregistrent un déficit commercial important.

En revanche, les services n'en font pas partie, puisque, à l'instar d'un film ou d'un logiciel, ils ne passent pas la douane, or les Etats-Unis en sont des exportateurs nets. Ces dernières semaines, plusieurs pays ont donc répondu aux droits de douane de Donald Trump par des barrières dites « non tarifaires », visant l'économie américaine, principalement par une taxe sur les services numériques, qui frappe, quasi exclusivement, le chiffre d'affaires des géants Google, Amazon ou Microsoft.

Ces barrières non tarifaires, angle mort des négociations en avril, ont ressurgi sur le devant de la scène. Le Canada a mis en place, dimanche 29 juin, une taxe sur les géants américains de la tech, avant d'y renoncer au bout de quelques heures, à la suite des menaces de Donald Trump de cesser toutes négociations. Une dizaine de grands pays, comme le Royaume-Uni, le Brésil, la France ou l'Inde, ont prévu, ou mis en place, une taxe numérique servant également à lutter

contre l'évasion fiscale des géants du secteur. Celle-ci est désormais la cible du président américain.

En réaction aux droits de douane américains, la Chine a eu recours à d'autres barrières non tarifaires, en imposant, cette fois-ci, des restrictions aux exportations de terres rares utilisées dans la fabrication des voitures électriques. Les Etats-Unis ont ensuite menacé d'imposer à leur tour des restrictions sur la vente de logiciels de conception d'avion ou de semi-conducteurs. Les deux pays ont finalement annoncé la levée de ces restrictions grâce à un accord conclu début juin. ■

JULIEN BOUISSOU

**L'ÉCONOMIE
AMÉRICAINNE
N'INSPIRE PLUS LA
MÊME CONFIANCE.
LES INVESTISSEURS
SORTENT LEURS
CAPITAUX DU PAYS
LA GUERRE TARIFAIRE
DE DONALD TRUMP
EST UN « PLUS GRAND
DÉFI À GÉRER
QUE LA PANDÉMIE
DE COVID-19 », SELON
GITA GOPINATH,
DIRECTRICE
ADJOINTE DU FMI**





**Porte-conteneurs
dans le port
d'Oakland
(Californie),
le 20 mai.**

JUSTIN SULLIVAN/
GFTTY IMAGES VIA AFP

